

12 octobre 2007

Exode des jeunes Nouvelle offensive régionale

La Commission jeunesse de la Gaspésie et des Îles poursuit sa bataille contre l'exode des jeunes vers les grands centres urbains.

Une nouvelle campagne de sensibilisation s'adressera directement aux étudiants qui fréquentent les établissements secondaires et les cégeps de la région pour les inciter à s'installer dans la région après leurs études. Baptisée La Grande Vaccination, la campagne touchera tous les finissants, un à un.

Agente de communication à la Commission jeunesse, Sandra McNeil, explique qu'au cours des deux prochains mois, une équipe rencontrera chaque jeune pour l'informer des perspectives d'avenir en région et des emplois disponibles dans son domaine d'études.

Un bottin virtuel des finissants sera aussi créé pour conserver un contact avec les jeunes qui partiront poursuivre leurs études hors de la région. Chaque jeune pourra aussi déposer un dossier personnel sur le site Internet de la commission où il pourra s'exprimer. La commission informera aussi les jeunes durant leurs études sur les programmes mis en place pour les aides à se réinstaller en région. Tous auront accès à ces données, les amis comme les futurs employeurs.

À la fin des années 1990, la Gaspésie perdait jusqu'à 2000 jeunes par année. Plusieurs programmes ont été mis de l'avant pour contrer cette tendance. Les résultats se font maintenant sentir. En 2005-2006, le solde migratoire se chiffrait à - 213 jeunes. [Radio-Canada](#)

Certification forestière Bécharde s'en remet aux entreprises

Le ministre des Ressources naturelles, Claude Bécharde, déclare qu'il n'a l'intention d'obliger les entreprises forestières à choisir entre les divers type de certification forestière.

Le ministre rappelle toutefois que toutes les entreprises québécoises du secteur devront se conformer d'ici cinq ans à une certification garantissant la gestion durable de la forêt.

Le ministre des Ressources naturelles indique qu'il a toujours l'intention de déposer le nouveau régime forestier au début de l'année prochaine, au plus tard. « Oui on va protéger la forêt. On va faire en sorte qu'il y ait le plus de bois possible transformé au Québec et qu'on n'ait pas de volumes qui restent inactifs pendant des mois et des années », déclare-t-il.

Le ministre se montre par ailleurs très critique envers la campagne de protection de

la forêt boréale lancée par Greenpeace contre l'industrie forestière. « Les gens qui vivent de la forêt, pourquoi ces gens-là ne feraient pas tout ce qui est en leur pouvoir pour bien aménager la forêt, la protéger et la développer? Alors, il faut faire bien attention quand on lance des campagnes comme Greenpeace », dit-il.

Claude Béchard se dit convaincu qu'il y a peu ou pas d'entreprises forestières délinquantes au Québec. [Radio-Canada](#)

Relance de Pêcheries Norpro Québec dit non

Québec n'aidera pas Pêcheries Norpro des Îles-de-la-Madeleine à relancer ses activités.

Les spécialistes financiers du gouvernement jugent que le plan de relance proposé ne permettra pas à l'entreprise de renouer avec la rentabilité, à moyen et à long terme. Les experts notent entre autres qu'aucune injection de fonds privés n'est prévue pour assurer la pérennité des activités.

Les dirigeants de l'usine de transformation de poisson ont présenté ce plan d'action le 5 octobre dernier aux membres du Réseau express gouvernemental. Le Réseau avait été mandaté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Laurent Lessard, pour analyser le dossier de cette usine menacée de fermeture.

Pêcheries Norpro demandait une garantie de prêt de 700 000 \$.

Emplois menacés

Cette décision menace une centaine d'emplois en usine et pourrait avoir des impacts sur les pêcheurs et aide-pêcheur qui approvisionnent l'entreprise. Le ministre Lessard s'est dit préoccupé et affirme que tous les ministères intéressés suivent de près l'évolution de la situation. « Nous sommes vigilants et nous serons prêts à leur apporter tout le soutien possible, si nécessaire », a-t-il ajouté.

Jeudi après-midi, les employés et pêcheurs de Pêcheries Norpro ont mis fin au siège des bureaux du ministère des Pêcheries aux Îles-de-la-Madeleine. Les travailleurs occupaient ces locaux depuis une dizaine de jours en appui à la demande de financement adressée au gouvernement pour la restructuration de l'usine.

Selon le directeur de Norpro, Normand Renaud, il sera plus facile de travailler à un plan de restructuration dans les bureaux de l'entreprise. Norpro va consulter ses 95 actionnaires avant de décider des dispositions à prendre pour sauver l'entreprise.

[Radio-Canada](#)

Le projet d'assise territoriale pour la nation Gespeg stagne

La nation micmaque Gespeg de Gaspé a acheté les installations de la station piscicole il y a un 1 an et demi pour développer son assise territoriale. Mais aucun projet n'a encore vu le jour. La nation souhaite établir une résidence pour personnes

âgées, un centre communautaire et un centre administratif. Même si le financement n'est pas encore assuré, l'avenir du projet ne serait pas compromis.

Avec le statut d'assise territoriale, la nation micmaque Gespeg peut enfin développer des projets socio-économique et communautaires. Mais même si rien n'a bougé à la station piscicole depuis plus d'un an, la nation se défend bien de faire du sur place.

"Tout le travail a été fait, le plan de travail est monté, les montants d'argent nécessaires sont bouclés, alors là on s'en va à la table avec les gouvernements pour voir le projet avec eux et c'est quelque chose aussi qu'on veut pour 2009," Claude Jeannot, chef de bande de la nation micmaque Gespeg.

En 1973, Gespeg fut reconnu officiellement comme bande indienne, par le ministère des Affaires indiennes, sans toutefois se voir octroyer une terre de réserve.

Pour Claude Jeannot, à la tête de la nation Gespeg qui réuni 225 Micmacs, on espère toujours ce statut de réserve pour rapprocher la communauté.

"On est en train de négocier les choses, on est en train de négocier l'autonomie. Je n'aimerais pas en parler ici, parce que ce sont des négociations avec les 2 paliers gouvernementaux. On parle de réserve, nous on aimerait avoir une réserve, mais on sait que le gouvernement ne veut plus créer de réserve. Alors, c'est un enjeu qui va être débattu à la table. Nous on n'a pas de problème. Nous ce qu'on veut, ce sont les programmes et services. Alors si on peut avoir une entente avec les gouvernements pour avoir une communauté qui vivrait là."

Donc pour ceux qui espéraient une relance prochaine de la pisciculture de Gaspé, il faudra encore attendre. Il n'y a plus d'activités dans les bassins depuis maintenant 7 ans.

Le dernier propriétaire et ex-promoteur du Centre des congrès régional, Jacques Drouin, n'avait pas réussi à relancer les installations. L'homme d'affaires a quitté la région. Le montant de la transaction avec la nation Gespeg; 500 mille dollars. **CHAU-TVA**

Temrex ferme son usine de St-Alphonse pour un temps indéterminé

La scierie Temrex de St-Alphonse cesse ses activités vendredi soir, pour une période indéterminée. Une soixantaine de travailleurs se retrouveront au chômage forcé.

Le représentant syndical, Christian Barriault, indique que les employés ont reçu un avis de fermeture le 5 octobre, qui s'est confirmé mercredi, cette semaine. Le directeur de Temrex, Harold Bérubé, mentionne que les prix de vente faibles oblige cet arrêt temporaire.

Temrex ne vend pas ses produits aux États-Unis, mais la force du dollar canadien sur la devise américaine a quand même des répercussions. Les usines de l'ouest canadien ont cessé de vendre aux États-Unis et ont envahi des marchés traditionnels

comme ceux de Toronto.

L'usine de St-Alphonse continuera d'expédier le bois scié et de recevoir des billes brutes, une preuve selon le directeur de la volonté de rouvrir la scierie. Seule une remontée des prix garantie la reprise des activités.

Les opérations sont maintenues à l'autre usine de Temrex dans la Baie-des-Chaleurs, à Nouvelle. [CHAU-TVA](#)

Sous-financement à la Commission scolaire des Chic-Chocs, le PQ s'en prend aux Libéraux

Les députés péquistes Pascal Bérubé et Guy Lelièvre souhaitent ramener sous les projecteurs le dossier du sous-financement de la Commission scolaire des Chic-Chocs.

Les députés de Matane et Gaspé estiment que le gouvernement libéral fait preuve d'indifférence dans le dossier. Ils rappellent que la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, n'a toujours pas répondu aux appels lancés par la Commission scolaire, dont le manque à gagner est évalué à 500 mille dollars. Il est notamment attribuable aux dépenses éducatives autre que l'enseignement.

Pascal Bérubé et Guy Lelièvre soulignent que le dossier est entre les mains du gouvernement depuis mai 2006. [CHAU-TVA](#)

La construction résidentielle va très bien à Gaspé

La construction résidentielle à Gaspé poursuit sa montée depuis le début de l'année 2007.

Encore en septembre, les mises en chantier ont été soutenues avec une vingtaine de constructions comme en 2006. Les chiffres provenant de la Société canadienne d'hypothèque et de logement démontrent aussi qu'il y a plus de constructions résidentielles jusqu'à maintenant en 2007, qu'il y en avait en 2006 soit 51 contre 46, une augmentation de 11 %.

Une seule ombre au tableau, le nombre de constructions de logements collectifs entre janvier et septembre est passé de 14 en 2006 à seulement 2 en 2007. Pour le maire François Roussy, on se dirige encore vers une année record. Concernant le nombre de constructions de logements à Gaspé, le maire explique que la ville travaille sur des projets, mais s'attend aussi à des investissements du secteur privé. Sur les 3 projets de logements collectifs, un sera construit à Rivière-au-Renard et a déjà été annoncé. Les deux autres projets sont pour Gaspé et pourraient voir le jour d'ici deux ans. [Radio-Gaspésie](#)

Nouvel outil économique pour la Gaspésie

Les Gaspésiens pourront compter à la fin d'octobre sur un nouvel outil économique, Accès micro-crédit Baie-des-Chaleurs, un organisme qui se

chargera de financer des gens qui ont des idées d'affaires mais qui ne peuvent compter sur du financement conventionnel.

La Gaspésie devient ainsi la 13^e région du Québec à se doter de micro-crédit. Les fondateurs d'Accès micro-crédit Baie-des-Chaleurs œuvrent tous en développement économique ou au sein de leur propre compagnie.

Le président de l'organisme, Antoine Audet, précise que les activités se concentreront d'abord dans la baie des Chaleurs, quitte à élargir le territoire d'intervention si le besoin se fait sentir.

Mission

« Notre mission, c'est d'aider les gens qui ont un accès limité au crédit conventionnel. Il n'y aura pas de critère d'âge. De plus, le côté accompagnement est extrêmement important», dit M. Audet, spécifiant que parfois les entrepreneurs ont besoin d'aide pour faire cheminer leur idée originale et la rendre au niveau de maturité requis pour se lancer en affaires. L'accompagnement se poursuivra une fois l'initiative démarrée.

Le micro-crédit a été implanté au Québec il y a 18 ans, à Mont-réal. La popularité de cet outil a favorisé l'émergence du Réseau québécois de crédit communautaire il y a sept ans. Depuis 10 ans, 5 millions \$ ont été prêtés à des entrepreneurs qui ont créé ou maintenu 2140 emplois.

Le prêt moyen s'établit à 7 800\$. Environ 60 % des emprunteurs sont des femmes et 90 % des prêts sont remboursés. Près de 43 % des emprunteurs reçoivent des prestations d'assurance-emploi ou n'ont aucune forme de revenu. Près des trois quarts de ces emprunteurs sont encore en affaires cinq ans après l'obtention de leur prêt.

M. Audet précise que l'organisme de la baie des Chaleurs n'a pas fixé de limite inférieure de prêt et que le maximum s'établira à 15 000 \$. Aucune barrière n'a encore été déterminée pour les secteurs d'intervention. La durée de la période de remboursement reste à définir.

Défi

Le défi à très court terme d'Accès micro-crédit Baie-des-Chaleurs consiste à garnir son fonds d'emprunt, qui se situe à 5000 \$, grâce à un don de la Fondation Héritage 2000 de la Fédération des clubs de l'âge d'or de l'est du Québec et des clubs de 50 ans et plus. Antoine Audet croit pouvoir augmenter le fonds à 50 000 \$ d'ici la fin de 2007.

L'État québécois a versé 27 050 \$ pour l'implantation du micro-crédit en Gaspésie, tandis que 80 000 \$ sont consentis à chacune des deux prochaines années pour garantir son fonctionnement. **Le Soleil**

5 antennes, 5 fréquences...

CHNC confirme son intention de passer à la bande FM.

La station radiophonique de New Carlisle a en effet déposé une demande en ce sens auprès du CRTC, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

Dès l'an dernier, lors de l'annonce du transfert de propriété aux employés de la station, les nouveaux propriétaires avaient annoncé leur intention de procéder à ce remaniement à plus ou moins brève échéance.

Afin de réussir cette transformation, CHNC propose d'implanter pas moins de 4 réémetteurs sur le territoire gaspésien, en plus de son antenne principale à Paspébiac. Ces nouveaux équipements seraient implantés à Carleton, Chandler, Gaspé et Percé. Cette multiplication de la diffusion du signal sonore de CHNC nécessiterait le recours à 5 fréquences différentes. L'émetteur principal de Paspébiac aurait une puissance de 6 mille watts, alors que les réémetteurs diffuseraient sur des territoires beaucoup plus limités puisque leur puissance oscillerait entre 470 et mille 400 watts.

Le CRTC analysera cette demande au début décembre, lors d'une audience publique qui se tiendra à Gatineau, en Outaouais.

La proposition déposée par Radio du Golfe pour une nouvelle radio FM commerciale à Gaspé, est également au programme de cette session de travail du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

Les personnes ou les groupes intéressés à réagir à ces demandes ont jusqu'au 8 novembre pour déposer leurs observations auprès de l'organisme de contrôle des ondes publiques. [CIEU-FM](#)

Les sinistrés menacent de recours collectif

Les sinistrés qui doivent être relocalisés suite aux inondations pensent intenter un recours collectif contre le gouvernement du Québec si le décret actuel n'est pas modifié.

En réunion mercredi soir à Rivière-au-Renard, les quelque 70 personnes présentes se sont dites insatisfaites du décret actuel qu'elles ont comparé à celui du Saguenay de 1996.

L'un des sinistrés, Gaétan Boulay, affirme que le programme aurait dû être indexé d'au moins 25 %. Les sinistrés trouvent anormal qu'ils soient obligés de déboursier des sommes d'argent supplémentaires pour revenir à ce qu'ils avaient auparavant. Gaétan Boulay indique que certains jeunes couples avaient des hypothèques de 75 mille dollars, par exemple, et qu'ils devront emprunter à nouveau pour pouvoir se reconstruire puisque le 100 mille octroyé ne sera pas suffisant. Pour Bernard Cloutier de Rivière-au-Renard, la situation à laquelle ils sont confrontés, peut se qualifier

d'expropriation déguisé l'action qui est en cours. Selon lui, il s'agit plus d'une déportation que d'une relocalisation. Il réplique ainsi en précisant que par exemple, une expropriation lui aurait permis d'obtenir un montant fidèle de la valeur de ses biens, alors qu'avec le programme, il n'obtiendra que 34 mille dollars, alors qu'il considère avoir pour 200 mille de biens.

Les sinistrés se sont dit également inquiets des frais entourant le déménagement des maisons en ce qui a trait à Hydro-Québec. En effet, ces coûts peuvent représenter des sommes astronomiques dans certains cas. Des demandes de blanchiment des frais ont été déposées à la compagnie d'État qui étudie présentement la question.

Pour ce qui est des résidents de la rue du Banc, ils déplorent le fait que le pont ne soit plus accessible et que pour cette raison, les coûts de déménagement seront plus importants alors qu'ils devront faire le tour du village pour se rendre à leur nouveau terrain avec leur maison. [Radio-Gaspésie](#)

Proximité dangereuse?

Le nombre de personnes qui pratiquent la chasse à l'orignal a pratiquement doublé en Gaspésie, au cours des 10 dernières années.

En effet, le nombre de permis de chasse est passé de 11 mille 700 à plus de 22 mille 500 entre 1996 et 2006 dans la zone de chasse 1, soit la totalité de la péninsule gaspésienne à l'exception des Plateaux de Matapédia. Il s'agit tout de même d'une hausse de 92,5 % du nombre de personnes qui entrent en forêt vers la mi-octobre pour chasser ce cervidé.

Gilles Landry, le biologiste responsable de la grande faune au bureau régional du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, estime qu'il ne faut pas s'inquiéter pour autant, car le décompte effectué l'hiver dernier démontre que le nombre d'originaux est toujours très important dans la région.

Par contre, si le cheptel n'est pas en danger, la proximité des chasseurs entre eux pourrait finir par engendrer des accrochages. Toutefois, le problème ne serait pas spécifique à la péninsule gaspésienne.

Dans un tel contexte, est-il souhaitable de retirer plus de 400 kilomètres carrés du territoire public pour le céder à une pourvoirie privée, comme le réclame le Conseil de bande de Gesgapegiag? Gilles Landry préfère ne pas embarquer sur ce terrain hautement politique et particulièrement glissant.

Au Bas-Saint-Laurent, le nombre de chasseurs a progressé de 70 % entre 1996 et 2006. Malgré tout, le ministère ne songe toujours pas à limiter le nombre de permis de chasse à l'orignal dans l'Est du Québec. [CIEU-FM](#)

Campagne promotionnelle

Les consommateurs québécois seront incités à consommer davantage de moule d'élevage du Québec.

Actuellement, la Gaspésie produit 1 million de livres de moules bleues par année.

Les éleveurs souhaitent une véritable campagne de commercialisation de ce produit plutôt méconnu à l'extérieur des régions maritimes du Québec.

La Table maricole, l'Association québécoise de l'industrie de la pêche et l'Association québécoise de commercialisation de poissons et fruits de mer ont conjointement travaillé à monter cette campagne de promotion.

Ainsi, les moules du Québec seront offertes en format de deux livres. L'emballage contiendra de l'information nutritionnelle faisant ressortir les bienfaits pour la santé de la consommation de ce mollusque. Des renseignements sur le mode de cuisson ainsi qu'une suggestion de recette seront également joints au paquet.

Les instigateurs du projet pense que cette campagne permettra d'écouler 400 mille livres de moules sur le marché d'ici le mois de janvier.

Le gouvernement du Québec fournit 50 mille dollars pour cette campagne promotionnelle. **CIEU-FM**